

Dans notre bulletin de septembre :
L'Ombudsman lance une nouvelle enquête sur la
pratique de placer des enfants et des jeunes
dans des hôtels, motels, bureaux et caravanes-
roulottes

[Consultez ce courriel dans votre navigateur](#)
[Transférez à un\(e\) ami\(e\)](#)

[Click here to read the newsletter in English.](#)

BULLETIN DE L'OMBUDSMAN DE L'ONTARIO



**L'Ombudsman lance une enquête sur la pratique de placer des
enfants et des jeunes dans des hôtels, motels, bureaux et
caravanes-roulottes**

**Le Commissaire aux services en français souligne le Jour des
Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes dans le Nord**

**Célébration de la Journée nationale de la vérité et de la
réconciliation**

Ici, là et partout

Comment nous avons aidé

Carrières

L'Ombudsman lance une enquête sur la pratique de placer des enfants et des jeunes dans des hôtels, motels, bureaux et caravanes-roulottes



NOUVELLE ENQUÊTE

Le 5 septembre, Ombudsman Paul Dubé a [lancé une enquête](#) sur la pratique des agences de bien-être de l'enfance consistant à placer de jeunes enfants et des adolescent(e)s dans des hôtels, motels, bureaux et caravanes-roulottes.

« Nous sommes au courant de nombreux incidents partout dans la province où des enfants ont été placé(e)s dans des endroits sans permis, et dans bien des cas, cela soulève de graves inquiétudes pour leur sécurité, leur vie privée et leur confort. » a dit l'Ombudsman.

Certaines sociétés d'aide à l'enfance ont indiqué placer des enfants dans ces endroits sans permis – y compris dans leurs propres locaux – en dernier recours, faute de solutions adéquates de logement, notamment pour des jeunes ayant des besoins particuliers et/ou des comportements difficiles.

Outre cette pratique adoptée par les sociétés d'aide à l'enfance, l'enquête examinera la façon dont le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires y répond.

[Lire le communiqué de presse](#)

Dans les nouvelles :

- [L'ombudsman de l'Ontario enquête sur les enfants placés dans des motels et des roulottes](#) (Radio-Canada)
- [Enquête sur des enfants placés dans des motels et des roulottes](#) (Le Droit)

Le Commissaire aux services en français souligne le Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes dans le Nord





Tous les 25 septembre, on hisse le drapeau franco-ontarien lors du Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes pour honorer et célébrer les francophones de toute la province. C'est dans cet esprit que Carl Bouchard, Commissaire aux services en français, a marqué l'occasion en se rendant dans plusieurs communautés du Nord-Est entre le 23 et le 26 septembre.

Sa tournée a commencé à Hearst par une visite de l'Université de Hearst et de l'Hôpital Notre-Dame, un hôpital local désigné au titre de la *Loi sur les services en français*. Il a rencontré l'infirmière en chef et s'est entretenu avec du personnel de santé.

Le 25 septembre, Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes, le Commissaire a assisté à une cérémonie de lever du drapeau sur le campus de l'Université de Hearst et discuté avec la rectrice, des membres du corps enseignant et des étudiant(e)s. Il s'est ensuite rendu à Moonbeam pour s'adresser à plus de 500 élèves de la région, de la troisième à la huitième année, puis à Kapuskasing pour discuter avec des leaders des secteurs de la santé et de l'immigration. La journée s'est terminée à Timmins, où le Commissaire a pris la parole à l'occasion de l'ouverture officielle du Centre culturel La Ronde

L'objectif de cette tournée, à l'instar des visites précédentes à Sudbury, Ottawa et dans le Sud-Ouest de l'Ontario, est de rencontrer les francophones là où ils(elles) vivent, de leur parler de leurs droits et de leur expliquer comment le Bureau peut les aider à obtenir des services en français du gouvernement provincial.

Vous avez du mal à obtenir des services publics en français? [Contactez-nous dès aujourd'hui.](#)

Célébration de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation

National Day for Truth and Reconciliation



Le lundi 30 septembre marque la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Instaurée en réponse à l'appel à l'action 80 du [Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation](#). Cette journée commémore les survivant(e)s, leurs familles et leurs communautés, et veille à ce que la commémoration publique de l'histoire et de l'héritage des pensionnats demeure un élément essentiel du processus de réconciliation.

Le 30 septembre est aussi appelé la Journée du chandail orange, une occasion de commémorer les survivant(e)s des pensionnats et les enfants qui y ont perdu la vie, ainsi que leurs communautés. Cette journée tire son origine de l'histoire d'une ancienne élève, Phyllis (Jack) Webstad, à qui on a retiré sa nouvelle chemise orange lors de son premier jour au pensionnat St. Joseph Mission, en Colombie-Britannique, alors qu'elle n'avait que six ans.

Ombudsman Ontario a à cœur la réconciliation et poursuit ses efforts pour établir des relations mutuellement respectueuses avec les Autochtones de la province. Nous offrons des occasions de formation au personnel pour qu'il en sache plus sur notre histoire commune et les préjudices infligés aux peuples autochtones. Nous continuons aussi à intégrer à notre travail les recommandations de la Commission de vérité et réconciliation et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

[Lire la déclaration complète de l'Ombudsman sur la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation sur notre site Web.](#)

[Lire sur le symbolisme de l'image ci-dessus, partagée par le gouvernement du Canada.](#)

À noter que notre Bureau sera fermé le 30 septembre.

Ici, là et partout

Un sixième pow-wow pour clore l'été



Des membres de l'Unité des enfants et des jeunes et du Cercle autochtone ont assisté à un pow-wow de la Première Nation de Curve Lake les 21 et 22 septembre 2024. Nous avons eu l'honneur de participer à six pow-wow dans la province cet été et d'échanger avec les membres de communautés autochtones pour en savoir plus sur leurs préoccupations au sujet des services publics et pour mieux comprendre comment nous pouvons les aider.

Lever du drapeau franco-ontarien



Le 25 septembre, l'Ombudsman Paul Dubé et le personnel de l'Unité des services en français ont participé aux activités du Jour des Franco-Ontariens et des Franco-Ontariennes à Queen's Park et à l'hôtel de ville de Toronto. Après le lever du drapeau, l'Ombudsman a assisté à un événement organisé par la lieutenant-gouverneure Edith Dumont.

À la rencontre des jeunes queers noir(e)s

Le 18 septembre, Ruth Hislop et Kevin Panton, de l'Équipe de Sensibilisation 2ELGBTQIA+, et des membres de la Table des enfants, des jeunes et des familles

noir(e)s, de l'Unité des enfants et des jeunes, ont rencontré le groupe Black Queer Youth de Sherbourne Health (Toronto) pour discuter de la manière dont le Bureau peut répondre à leurs préoccupations concernant les services publics.

Partage de l'expertise avec de futur(e)s ombudsmans

L'Ombudsman Paul Dubé et ses collègues ont pu partager leur expertise lors de plusieurs séances de la formation essentielle pour les ombudsmans organisée par la Osgoode Hall Law School et le Forum canadien des ombudsmans. Cette formation s'est tenue au centre-ville de Toronto du 23 au 27 septembre.

L'Ombudsman a parlé de la création de liens par les personnes exerçant des fonctions de surveillance. Il a en outre souligné les avantages des bureaux d'ombudsman et les possibilités d'opérer un changement positif en gagnant la confiance des parties prenantes et en acquérant de la crédibilité.

L'Ombudsman adjointe Barbara Finlay a expliqué comment planifier et mener des enquêtes individuelles et systémiques, tandis que l'avocate générale Laura Pettigrew et l'avocate principale Joanna Bull ont parlé des pratiques exemplaires à appliquer pour rédiger des rapports d'enquête et des recommandations à fort impact.

[Lire nos rapports d'enquête systémique.](#)

Comment nous avons aidé



Marché équitable

Un étudiant a sollicité notre aide lorsque son collègue lui a dit qu'il devrait reprendre un cours de formation professionnelle qu'il avait déjà réussi, ce qui retarderait l'obtention de son diplôme et son entrée en poste dans l'emploi à temps plein qu'il avait décroché. Son collègue lui avait donné moins de 48 heures pour accepter ce cours additionnel. Toutefois, lorsqu'il a répondu par écrit, il n'a pas reçu de réponse et a eu de la difficulté à obtenir des renseignements dans les mois qui ont suivi.

RÉSULTAT : Nous avons signalé le cas aux responsables du collège, qui ont offert à l'étudiant une nouvelle solution : la possibilité de se soumettre à une évaluation pratique pour satisfaire aux exigences d'obtention du diplôme.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons aidé des Ontariennes et des Ontariens à régler leurs problèmes



Visites ininterrompues

Un jeune âgé de 13 ans, pris en charge par une société d'aide à l'enfance (SAE), a communiqué avec nous parce qu'il était sans nouvelle de la SAE concernant les mesures à prendre pour voir sa mère. Ce jeune faisait régulièrement des visites hebdomadaires à sa mère, chez sa grand-mère, mais cette dernière devait s'absenter pendant trois semaines, et il voulait savoir comment ses visites seraient organisées.

RÉSULTAT : Notre personnel a contacté un(e)s superviseur(e) à la SAE, qui a confirmé que de nouveaux plans avaient été faits pour que ce jeune puisse rendre visite à sa mère. Nous avons suivi ce cas jusqu'à ce que nous recevions la confirmation que la SAE avait pris contact avec ce jeune, et celui-ci nous a dit qu'il était content de cet arrangement temporaire.

Cliquez ici pour en savoir plus sur la façon dont nous avons apporté notre aide pour régler des questions ou des problèmes concernant des enfants et des jeunes



[Le portail s'est ouvert](#)

Une femme francophone devait subir une chirurgie et son médecin jugeait qu'il était risqué pour elle de conduire d'ici-là. Il a envoyé ses informations au Bureau de l'étude des dossiers médicaux des conducteurs du ministère des Transports afin de demander la suspension de son permis de conduire. La femme a reçu une lettre contenant un numéro d'identification personnel (NIP) afin de créer un compte sur le portail du Ministère pour pouvoir suivre l'évolution de son dossier. Cette lettre était en anglais et contenait un paragraphe, en français, qui indiquait la marche à suivre pour soumettre une demande pour obtenir la lettre en français. La francophone a trouvé ce processus compliqué pour les personnes ne comprenant pas bien l'anglais. Notre Bureau a soulevé l'enjeu auprès du Ministère.

RÉSULTAT : À la suite de notre intervention, la lettre est désormais bilingue et envoyée aux conducteurs(trices) lors de l'envoi initial. Par la suite, ils(elles) peuvent choisir leur langue de préférence dès le premier accès au portail, ce qui permet l'identification linguistique du dossier pendant toute sa durée. La femme s'est dite très heureuse de notre intervention.

En savoir plus sur l'Unité des services en français, qui répond aux questions et reçoit les plaintes concernant les services en français

Carrières



Nous continuons d'embaucher du personnel, et sommes actuellement à la recherche d'[un\(e\) Conseiller\(ère\) de liaison avec les Autochtones](#) et d'[un\(e\) Adjoint\(e\) administratif\(ve\) bilingue!](#)

Voici ce que nous offrons :

- Travail collaboratif et passionnant avec des collègues exceptionnel(le)s dévoué(e)s au service du public
- Programme complet de prestations de soins de santé, soins dentaires et soins de la vue
- Congé payé de maternité et parental généreux
- Milieu de travail hybride, avec des bureaux au centre-ville, directement sur la ligne de métro
- Engagement à l'équilibre entre travail et vie personnelle
- Régime de pension à prestations déterminées par l'entremise de la Commission du régime de retraite des fonctionnaires de l'Ontario
- Opportunités de formation continue et de développement professionnel

POSTULER MAINTENANT

Portez plainte ou communiquez avec nous ici



L'Ombudsman est un officier indépendant de l'Assemblée législative de l'Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités, les conseils scolaires, les services en français et les services de protection de l'enfance. Les enquêtes de l'Ombudsman ont profité à des millions d'Ontariennes et d'Ontariens et ont déclenché de vastes réformes, notamment l'amélioration du dépistage des maladies chez les nouveau-nés, le renforcement du régime de loterie, l'amélioration du suivi des prisonniers placés en isolement.

Le travail de l'Ombudsman de l'Ontario s'effectue sur les territoires autochtones traditionnels de la province que nous appelons maintenant l'Ontario, et nous sommes reconnaissant(e)s de pouvoir travailler et vivre sur ces territoires.

Copyright © 2024 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Vous souhaitez changer la façon dont vous recevez ce bulletin?
Vous pouvez [mettre à jour vos préférences](#) ou [vous désabonner de cette liste](#).

This email was sent to <<Courriel>>
[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)
Ombudsman Ontario · 483 rue Bay, 10e étage, Tour Sud · Toronto, ON M5G 2C9 · Canada